FRONT DÉMOCRATIQUE

PRÉSENTÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

pour une République de progrès social et de paix



Jean SENARD

Candidat du parti socialiste et du Regroupement démocratique

vous parle :

Entre se répéter et se contredire, seul choix offert en politique, je prends la première voie ; et, candidat du parti socialiste comme en 1958, j'estime à la fois rester fidèle à ceux qui m'ont alors accordé leurs suffrages et aux idées que, depuis trente ans, je n'ai cessé de défendre.

Pour cette raison, et parce que je ne prétends pas aux millions de la propagande gouvernementale, j'utiliserais volontiers, si je les possédais encore, les tracts et affiches qui me présentaient à vous en novembre 1958, me demandant si M. Jacques FERON si fier « d'avoir été à la pointe du combat pour défendre l'Algérie française », ou le candidat U.N.R. remplaçant le colonel LAURE (alors patronné par MM. Debré, SOUSTELLE et Michelet et qui, « AU NOM DE L'ARMEE DANS LA POLITIQUE », exigeait « le maintien de liens indissolubles entre la France et l'Algérie ») auraient beaucoup le goût de m'imiter.

Non, je ne sache pas que, socialistes et démocrates, nous ayons à rougir de l'évolution dans l'action que le cours des événements et les variations d'autrui nous imposent.

Le président PAUL-BONCOUR, heureusement toujours présent et amical ; Albert CAMUS et Georges ALTMAN, compagnons irremplaçables, hélas disparus ; mon camarade LAMINE-GUEYE, devenu président de l'Assemblée du Sénégal ; Hamadoun DICKO, ancien ministre français, victime, au Soudan, de sa culture socialiste et de sa francophilie, avaient notamment, par la parole et par la plume, présenté ma candidature aux électeurs. La façon dont ils l'avaient fait reste ma fierté. Et puisque ma génération (celle des cinquante ans) a, depuis 1940, vu disparaître les meilleurs des siens, je ne veux aujourd'hui me recommander que de l'espoir du socialisme, de l'Europe intégrée et de la paix du monde à faire, de la justice à exiger pour nos vieillards et pour nos fils, et de la lutte quotidienne que, dans mon métier, je m'efforce de mener pour la culture humaniste, la libération des travailleurs et la démocratisation réelle de l'Enseignement.

Membre du Groupe d'Etudes doctrinales du parti socialiste, j'ai pris part à la fondation du Comité des Journalistes contre les attentats et suivi avec intérêt les travaux du Club Jean Moulin. C'est dire que, si je suis fidèle à un parti auquel, étudiant, j'ai adhéré, j'incline à toutes les recherches qui voudraient répondre aux exigences de ce temps, et d'abord au nécessaire et (finalement) inévitable rapprochement des hommes de progrès, par-dessus les amours-propres, les habitudes et les conformismes de toutes sortes. En ce sens, je ne crains pas de remercier le général de Gaulle qui contraint aujourd'hui la gauche française à se « repenser » et à s'unir.

Avec mon remplaçant, **Maurice RICHARD**, fils d'instituteur public, militant syndicaliste de la Fonction publique, secrétaire de la 8e Section du Parti Socialiste S.F.I.O. et membre de l'Union nationale des Evadés de guerre (prisonnier à Dunkerque, le 4 juin, évadé de Poméranie le 23 janvier 42, repris et à nouveau évadé le 7 mai 42), je tiendrai des réunions publiques au cours desquelles je serai heureux de répondre aux questions des électeurs et d'entendre mes adversaires m'offrir la contradiction.

Pour l'heure et le lieu de réunion, consulter les panneaux électoraux (panneaux No 5) et, je l'espère, la presse quotidienne.

VIVE LA REPUBLIQUE !

VIVE LA DEMOCRATIE SYNDICALISTE ET TRAVAILLISTE !

UN PROGRAMME
UN GOUVERNEMENT
UNE LÉGISLATURE

Le 18 Novembre prochain, vous allez voter pour élire une nouvelle Assemblée Nationale.

Il dépend de vous :

— que celle-ci ne ressemble ni à celle qui vient d'être dissoute, ni à celle qui l'a précédée ;

— que le pays ne retombe pas dans l'instabilité gouvernementale et ne demeure pas au pouvoir d'un seul homme.

LA DIVISION

L'initiative du Chef de l'Etat en imposant au pays le dernier référendum, est notamment condamnable parce qu'elle a conduit à la division des Français.

La menace d'un départ du Président de Gaulle a faussé le résultat du référendum. Elle lui a donné un caractère plébiscitaire.

Au-delà de ce caractère plébiscitaire, une partie des Français, en votant OUI, a marqué son souci de stabilité ; en votant NON, l'autre a manifesté sa crainte du régime personnel.

L'UNION

Pour répondre à ce double souci, le Parti Socialiste fait appel à tous les Républicains afin d'assurer pendant la durée de la nouvelle assemblée la continuité gouvernementale.

A la division dans laquelle le pays a été plongé par une décision menaçante pour les libertés, il oppose un pacte d'union qui fait, dès maintenant, l'objet d'un engagement solennel entre les dirigeants des quatre grandes formations démocratiques de notre pays.

LE PROGRAMME

GOUVERNEMENT DE LEGISLATURE : Sur la base d'un contrat entre la majorité parlementaire et le gouvernement. En cas de crise, dissolution automatique de l'Assemblée.

EQUILIBRE DES POUVOIRS : Le Gouvernement gouverne. Le Parlement contrôle et fait la loi que le Gouvernement applique.

OBJECTIVITE DE L'INFORMATION : Garantie de l'utilisation équitable de la radio-télévision d'Etat par les différentes tendances de l'opinion.

PLAN SOCIAL LIE AU PLAN ECONOMIQUE : Rapport constant entre l'expansion économique et la croissance du niveau de vie (salaires, retraites, pensions, etc.) et les conditions d'existence (logement, équipement social, loisirs).

DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT : Pour offrir à tous les jeunes la possibilité d'accéder aux enseignements technique et supérieur.

AUGMENTATION DES CREDITS POUR LA JEUNESSE : Education physique, sports et loisirs populaires.

CONSTRUCTION EUROPEENNE : Création d'une Europe politique unie.

PRESENCE ACTIVE DE LA FRANCE : Aux Organismes internationaux (O.N.U., O.T.A.N., etc.), en vue de maintenir la liberté dans le monde et d'obtenir un désarmement général garantissant une paix durable.

ENGAGEMENT SOLENNEL : Entre les membres de la coalition de régler leurs désaccords en les soumettant à l'ensemble des citoyens qui trancheront par les moyens démocratiques prévus par la Constitution (Débats parlementaires, Elections ou Référendum).

Les candidats du FRONT DÉMOCRATIQUE

présentés par le PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

prennent l'engagement solennel de respecter ce programme qu'ils considèrent comme un contrat entre eux et le corps électoral.

Imprimerie Réaumur, 100, rue Réaumur, Paris